



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Artisanat

Le Burkina Faso, pays invité d'honneur du MIATO 2025

Le Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) revient en 2025 avec une quatrième édition qui s'annonce plus ambitieuse que jamais. Prévu du 23 ... • (Page 04)

Allemagne

Record de l'excédent commercial avec les Etats-Unis

Positive pour l'économie allemande, cette donnée fait craindre une réaction négative de Donald Trump. ... • (Page 08)

Gestion des risques

La BOAD et ASR explorent des solutions de captive d'assurance

• (Pages 03)



FESPACO 2025

• (Pages 05)

Six productions togolaises en sélection officielle



Secteur de l'immobilier
Globale Trésorerie et FTI pour un logement accessible

Une conviviale a consacré, le 29 janvier 2025 à Lomé, l'officialisation du partenariat entre la Fédération Togolaise ... • (Page 02)

Entrepreneuriat

Giving Tuesday et la Maison Togonou marchent ensemble

Dans un élan de solidarité et d'innovation sociale, Giving Tuesday Togo, mouvement mondial pour la promotion de l'entraide, et la Maison ... • (Pages 04)

Changement climatique

L'Afrique met en place le 1^{er} mécanisme de coopération

Le Mécanisme des bénéfices de l'adaptation (ABM) de la Banque africaine de développement, piloté depuis 2019 en Afrique, est devenu la ... • (Page 06)

Togo-Vietnam

50 ans de relations diplomatiques

Le 08 février 2025 marque le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République togolaise et la République socialiste du Vietnam. ... • (Page 11)

NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS
OPTEZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.
*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Secteur de l'immobilier

Globale Trésorerie et FTI en partenariat pour un logement accessible

Une conviviale a consacré, le 29 janvier 2025 à Lomé, l'officialisation du partenariat entre la Fédération Togolaise de l'Immobilier (FTI) et Globale Trésorerie avec pour objectif, transformer le secteur immobilier au Togo. L'accord ambitionne de sécuriser les transactions, soutenir les locataires en difficulté et favoriser l'accès au logement pour tous.

● Wilson Lawson

Le partenariat, annoncé à la signature d'une convention, traduit la dynamique de développement du secteur immobilier togolais. Les deux entités, en conjuguant leur expertise respective, s'engagent à développer des solutions innovantes pour accompagner l'ensemble des acteurs du marché : locataires, propriétaires, bailleurs, investisseurs, promoteurs ainsi que les professionnels de l'immobilier. L'accord prévoit plusieurs axes d'action dont la mise en place de mécanismes garantissant la transparence et la sécurité des échanges financiers et immobiliers ; le soutien direct aux locataires en difficulté afin d'assurer une stabilité dans l'accès au logement ; la promotion des bonnes pratiques en matière de location : Développement d'un cadre de référence pour encadrer et standardiser les procédures de location ; la professionnalisation du secteur immobilier à travers des programmes de formation pour les agents immobiliers ; la coopération pour la mise en œuvre de régulations efficaces et le lancement de projets innovants destinés à réduire les barrières financières et faciliter l'accès au logement. Il s'agit donc d'une opportunité pour l'ensemble des acteurs du secteur immobilier togolais de bénéficier d'un accompagnement sur mesure, essentiel pour répondre aux défis actuels et dynamiser le marché.

Sécuriser les transactions immobilières

Le partenariat entre Globale Trésorerie et la FTI est stratégique pour plusieurs rai-



sons. Premièrement, la sécurisation des transactions et l'assistance au loyer contribuent directement à la stabilité financière des acteurs du marché immobilier, ce qui favorise un climat d'investissement sain. Deuxièmement, la formation et la professionnalisation des agents immobiliers amélioreront la qualité du service et renforceront la crédibilité du secteur, éléments indispensables pour attirer des investissements privés et étrangers. Par ailleurs, la mise en place de ce partenariat intervient dans un contexte où l'accès au logement demeure un défi majeur pour le Togo, exacerbé par une urbanisation rapide et une croissance démographique soutenue. En facilitant l'accès au financement et en stimulant l'innovation dans le secteur immobilier, l'accord contribue à la création d'emplois directs et indirects, tout en favorisant une croissance économique inclusive. Ce modèle de coopération publique-privée peut également servir d'exemple à d'autres pays de la sous-région, renforçant ainsi la compétitivité et l'intégration économique de l'Afrique de

l'Ouest.

Innover dans le secteur immobilier

Face aux défis liés à l'accès au logement, notamment dans les zones urbaines en expansion, le Togo a mis en place des politiques visant à moderniser et sécuriser le secteur immobilier. Ce partenariat s'inscrit dans une stratégie gouvernementale plus large, qui vise à promouvoir un développement urbain durable et inclusif. Les initiatives récentes du gouvernement togolais, combinées à des partenariats stratégiques comme celui-ci, témoignent d'une volonté d'innover et de renforcer les infrastructures économiques et sociales du pays. En favorisant l'émergence d'un secteur immobilier plus professionnel et en stimulant l'investissement, le Togo se positionne comme un modèle de transformation économique dans la région. Ainsi, l'accord signé entre Globale Trésorerie et la FTI n'est pas seulement une réussite sur le plan financier, mais il représente également un levier essentiel pour la croissance économique et la stabilité sociale du Togo.

AUX DECIDEURS ...

L'exemple inspirant de la BOAD

La Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) vient d'écrire une nouvelle page de son histoire en levant 500 millions de dollars via une émission d'obligations hybrides durables. Cet exploit, reflétant la confiance des investisseurs internationaux et l'engagement de la banque envers la finance verte, offre une perspective prometteuse pour l'essor économique et la durabilité en Afrique de l'Ouest.

Dans un contexte économique mondial instable, marqué par des enjeux environnementaux et des pressions financières, la BOAD se distingue par sa capacité à mobiliser des capitaux pour des projets à fort impact durable. L'émission récente d'obligations hybrides, assortie d'une maturité de 30 ans et d'une période de non rachat de cinq ans, a non seulement permis de dépasser l'objectif initial de financement mais a également démontré l'efficacité de la stratégie d'innovation financière de la banque. Avec un taux de souscription atteignant 3,4 fois, les investisseurs, notamment issus d'Europe, des États-Unis et du Moyen-Orient, ont manifesté leur confiance en la solidité et la crédibilité financière de l'institution.

L'opération s'inscrit dans le cadre du Plan Stratégique Djoliba, visant à renforcer la capitalisation et la résilience de la BOAD, et à financer des projets verts et sociaux dans la région. Ce succès est renforcé par d'autres initiatives financières déjà mises en œuvre par la banque, qui contribuent à son ratio fonds propres/actifs désormais à 41,7 %. Ces performances témoignent de la capacité de la BOAD à être un pilier de la transition énergétique et de la croissance inclusive en Afrique de l'Ouest.

En attirant une souscription de 3,4 fois, la BOAD prouve que le marché international est prêt à financer des projets qui allient rentabilité économique et impact environnemental positif. Cette initiative contribue à diversifier les sources de financement des économies ouest-africaines, traditionnellement dépendantes des crédits bancaires classiques.

Les fonds levés serviront à financer des projets verts et sociaux, stimulant ainsi la création d'emplois, l'innovation technologique et la croissance économique. L'investissement dans des infrastructures durables et des solutions énergétiques renouvelables aura un effet d'entraînement sur l'ensemble du tissu économique, contribuant à la réduction des coûts de production et à l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

La BOAD, en tant qu'institution financière régionale, se positionne en leader de l'innovation financière en mobilisant des ressources pour soutenir la transition énergétique et le développement durable. Cette opération de levée de fonds intervient dans un contexte où la région cherche à renforcer sa résilience économique et à diversifier ses sources d'investissement.

Le succès exemplaire doit être perçu comme un signal fort pour les autres acteurs économiques africains, démontrant que la convergence entre finance et durabilité est non seulement possible, mais également rentable.

L'opération de la BOAD est bien plus qu'une simple levée de fonds. Elle incarne la vision d'une finance innovante et responsable qui peut transformer le développement économique en Afrique de l'Ouest, tout en répondant aux enjeux environnementaux majeurs de notre époque. Un modèle à suivre pour un avenir plus vert et plus prospère sur le continent.

M.T

Image du jour



● A Ecobank, la semaine dernière, les directeurs juridiques, venus de 34 pays, se sont réunis à Lomé, au Togo, pour une formation intensive visant à perfectionner leur expertise en financement de projets miniers et d'infrastructures.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Africa Specialty Risks signent un partenariat visant à explorer des solutions de captive d'assurance pour l'Afrique de l'Ouest

Lomé, le 10 février 2025

- La Banque Ouest Africaine de Développement BOAD et Africa Specialty Risks (ASR) ont signé un nouveau partenariat visant à mener une étude de faisabilité sur la création d'une captive d'assurance. Dans le cadre de cet accord, ASR agira en tant que prestataire de services, mettant à profit son expertise pour accompagner la BOAD dans la mise en place et la gestion de la captive. Cette collaboration reflète l'engagement des deux organisations à renforcer les pratiques de gestion des risques et à stimuler un développement économique durable en Afrique de l'Ouest.

Le Président de la BOAD (à droite sur l'image) et le PDG d'ASR lors de la signature de l'accord de partenariat. En adoptant l'approche « originate to distribute », la BOAD s'appuie actuellement sur le marché de l'assurance du risque de crédit pour optimiser l'allocation de son capital, accroître sa capacité opérationnelle et améliorer à la fois la qualité de son portefeuille et son profil de risque. L'exploration d'une captive d'assurance représente la prochaine évolution de la stratégie de la BOAD, en permettant à la Banque d'avoir un contrôle accru, une flexibilité financière renforcée et une plus grande résilience dans la gestion des risques associés à ses projets de dévelop-



• Le Président de la BOAD (à droite sur l'image) et le PDG d'ASR lors de la signature de l'accord de partenariat.

pement. La mise en place d'une captive permettrait à la Banque de retenir et de gérer certains risques spécifiques, favorisant ainsi une utilisation plus efficace du capital et un soutien renforcé aux projets prioritaires des états membres de l'UEMOA.

Serge Ekué, président de la BOAD, a déclaré : « Cette étude de faisabilité représente une avancée majeure dans le renforcement de la gestion des risques et de la résilience financière en Afrique de l'Ouest. La BOAD est résolument engagée dans l'utilisation du marché de l'assurance-crédit pour mieux gérer ses risques financiers et accroître sa capacité à promouvoir une croissance économique durable. »

Mikr Shah, PDG d'ASR, a déclaré : « Notre par-

tenariat avec la BOAD témoigne de l'expertise d'ASR et de notre engagement à être un fournisseur de premier plan de solutions de captives pour les institutions qui stimulent le progrès économique en Afrique. Nous sommes fiers d'accompagner la BOAD dans ses objectifs stratégiques et de contribuer à un avenir plus résilient et prospère pour l'Afrique de l'Ouest. »

À propos de la BOAD
La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution financière commune de développement des pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). C'est un établissement public international qui a pour objet, conformément à l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses états membres et

de favoriser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest par le financement de projets prioritaires de développement. Elle est accréditée auprès des trois fonds de financement du climat (FEM, FA, FVC). Depuis 2009,



la BOAD siège en tant qu'observateur à la CC-NUCC et participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un système international de financement du climat. Depuis janvier 2013, elle abrite le premier Centre de collaboration régionale (CCR) sur le Mécanisme de développement propre (MDP), dont l'objectif est de fournir un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque copréside, aux côtés de Bancoldex, la banque colombienne de développement des entreprises et des exportations, l'International Development Finance Club (IDFC), qui réunit 27 banques de développement nationales, régionales et multilatérales du monde entier.

À propos de ASR
Africa Specialty Risks

(ASR) fournit des solutions complètes d'atténuation des risques grâce à une souscription de haute qualité à destination des clients locaux et internationaux en Afrique et au Moyen-Orient, avec des opérations à Londres, à l'île Maurice, aux Bermudes, au Maroc et à Dubaï. Depuis son lancement, ASR a contribué à réduire les risques sur des projets et actifs d'une valeur totale de 23 milliards de dollars, répartis dans 63 pays. Outre les réassureurs des Bermudes et de l'île Maurice, le modèle unique de co-réassurance d'ASR implique une collaboration avec des compagnies de (ré)assurance locales et internationales. En 2024, ASR a lancé le Syndicat 2454, le premier syndicat dédié à l'Afrique opérant au sein du marché de Lloyd's. À travers son réseau, ASR souscrit des risques dans plusieurs domaines, notamment des risques politiques, de crédit commercial, de violence politique et de terrorisme, de biens, d'énergie, de construction, de responsabilité civile, paramétriques et de traités. ASR propose également une solution captive de bout en bout aux entreprises et aux institutions financières. ASR bénéficie du soutien du fonds IV d'Helios Investment Partners, qui lui apporte son expertise approfondie du marché africain et un réseau d'investissement étendu sur le continent.

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services [variation annuelle en %]	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services [variation annuelle en %]	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Entrepreneuriat

Giving Tuesday et la Maison Togonou marchent ensemble

Dans un élan de solidarité et d'innovation sociale, Giving Tuesday Togo, mouvement mondial pour la promotion de l'entraide, et la Maison Togonou, emblème de la richesse culinaire togolaise, ont officialisé un partenariat le 2 février 2025.

● Junior Aredola

L'accord vise à offrir des mets locaux aux populations vulnérables, lutter contre l'insécurité alimentaire et mobiliser les acteurs économiques autour d'initiatives concrètes pour un Togo uni et solidaire. Monsieur David Assoumatine, Leader de Giving Tuesday Togo, et Madame Mawusé Akoli, Directrice de la Maison Togonou, ont été félicités pour leur vision et leur engagement à construire des communautés plus résilientes et inclusives. Le partenariat, qualifié de « Partenariat de générosité », permet à la Maison Togonou de couvrir les événements organisés par Giving Tuesday Togo et ses partenaires. Ainsi, lors de chaque manifestation de ce mouvement, les participants auront l'opportunité de déguster des mets locaux soigneusement préparés, symbolisant l'alliance entre culture, partage et innovation sociale. L'objectif est de soutenir les populations vulnérables en leur fournissant non seulement une aide alimentaire, mais également un soutien moral et culturel, tout en favorisant un climat de collaboration entre les citoyens, les entreprises et les organisations engagées.

Stimuler l'économie



locale

Le partenariat représente une stratégie innovante pour stimuler l'économie locale à travers la valorisation du patrimoine culinaire et la promotion d'un modèle de solidarité. En facilitant l'accès aux produits locaux et en soutenant des initiatives communautaires, l'accord contribue à renforcer le tissu économique local. Les actions de générosité, telles que la distribution de mets locaux, créent un effet multiplicateur en stimulant la demande dans le secteur agroalimentaire, favorisant ainsi la création d'emplois et la dynamisation des circuits courts. Par ailleurs, en mobilisant des ressources humaines et matérielles pour organiser ces événements, les partenaires encouragent une économie collaborative où la culture et la tradition se transforment en atouts économiques. Ce modèle, en renforçant l'entraide, permet également de réduire les iné-

galités et de promouvoir un développement inclusif qui profite aux communautés tout en améliorant la qualité de vie. Le partenariat entre Giving Tuesday Togo et la Maison Togonou fait écho aux efforts nationaux visant à mobiliser les citoyens et à instaurer une culture de solidarité pour contrer ces enjeux. Il rejoint également une tendance mondiale, où de plus en plus d'initiatives allient culture, innovation sociale et développement économique pour créer des communautés résilientes et autosuffisantes. Dans un climat marqué par des incertitudes économiques, de telles actions de générosité et d'engagement social renforcent la cohésion nationale et contribuent à la mise en œuvre des politiques de développement durable, telles que promues par le gouvernement togolais.

Aéroport de Lomé

Une nouvelle extension de la plateforme annoncée

L'aéroport international Gnassingbé Eyadema (AIGE) de Lomé déjà réhabilité en 2016, connaîtra de nouveaux travaux d'extension. Le projet était au cœur des échanges à l'assemblée nationale lors de l'étude de la loi de finances 2025 en fin décembre 2024.

Le projet vise à accroître les capacités de la plateforme aéroportuaire et à accompagner l'ambition des autorités togolaises de renforcer la position du pays en tant que hub logistique régional. De fait, l'initiative prévoit l'agrandissement des salles d'attente, avec une capacité additionnelle de cinq cents places, afin de fluidifier le trafic des passagers au départ, en correspondance et à l'arrivée. Cette expansion s'inscrit dans une volonté d'augmentation du flux annuel de voyageurs, que les autorités espèrent faire passer de 1,4 million à 2 millions. L'extension envisagée inclut également un développement de l'aérogare vers le



sud, dans le but d'améliorer les conditions de sécurité et de sûreté, en conformité avec les normes internationales en vigueur. Ce projet s'inscrit dans une dynamique globale de modernisation de l'aéroport, qui comprend également la construction et l'exploitation d'un hôtel destiné aux passagers en transit à Lomé. La mise en route de ce chantier, indique-t-on, devrait renforcer l'attractivité de la

capitale togolaise auprès des compagnies aériennes internationales, alors qu'une dizaine d'entre elles assurent actuellement des liaisons vers la ville. L'extension de la plateforme pourrait inciter de nouveaux transporteurs à intégrer Lomé dans leur réseau, consolidant ainsi la place du pays dans l'espace aérien ouest-africain.

Avec Togo First

Artisanat

Le Burkina Faso, pays invité d'honneur du MIATO 2025

Le Marché International de l'Artisanat du Togo (MIATO) revient en 2025 avec une quatrième édition qui s'annonce plus ambitieuse que jamais. Prévu du 23 avril au 04 mai à Lomé, l'événement mettra à l'honneur le Burkina Faso, pays invité d'honneur, et promet de dynamiser l'écosystème artisanal togolais.

● Vivien Atakpabem

Depuis son lancement en 2019 par le gouvernement togolais, le MIATO s'est imposé comme un rendez-vous biennal incontournable pour les acteurs de la production artisanale et touristique. En trois éditions, plus de 2 000 exposants et près de 400 000 visiteurs venus d'une vingtaine de pays ont confirmé l'attrait de ce salon international, qui célèbre la richesse et la diversité de l'artisanat togolais. Pour l'édition 2025, le comité d'organisation a intensifié ses préparatifs afin de mobiliser toutes les parties prenantes et garantir le succès de cette nouvelle manifestation. Les inscriptions, ouvertes sur le portail web du MIATO ainsi que dans les locaux de la Direction de l'Artisanat et des Chambres Régionales de Métier (CRM), témoignent de l'engouement croissant pour cet événement. Bien que le thème de cette édition reste à dévoiler, les organisateurs promettent d'importantes nouveautés, des talents inédits et des moments forts qui raviront les visiteurs. L'événement vise non seulement à promouvoir les produits artisanaux – des tissus colorés, des sculptures détaillées, des bijoux étincelants et bien d'autres œuvres d'art – mais aussi à renforcer le commerce équitable et à soutenir le développement économique local en mettant en avant les techniques traditionnelles et le savoir-faire artisanal. Le MIATO joue un rôle stratégique en tant que moteur de croissance pour



le secteur artisanal togolais. En offrant une plateforme de visibilité à des milliers d'artisans, le salon favorise la valorisation des produits locaux et stimule les circuits courts, contribuant ainsi à la création d'emplois et à l'augmentation des revenus au niveau communautaire. L'intégration du Burkina Faso en tant que pays invité d'honneur renforce également les liens économiques interrégionaux, ouvrant des perspectives d'échanges commerciaux et de coopération transfrontalière. Ce partenariat bilatéral, symbolique et opérationnel, permet de diversifier les sources de financement et d'investissement dans le secteur artisanal. Par ailleurs, le succès du MIATO contribue à améliorer l'image du Togo sur la scène internationale, attirant des investisseurs et des touristes, et dynamisant ainsi le secteur du tourisme d'artisanat, un pilier essentiel pour

l'économie locale. La stratégie de décentralisation économique, telle que définie dans la feuille de route gouvernementale « Togo 2025 », vise à valoriser les atouts spécifiques de chaque région et à attirer des investissements dans des secteurs porteurs. Dans ce contexte, l'organisation d'un salon international tel que le MIATO permet non seulement de célébrer la culture et l'artisanat togolais, mais également de contribuer à une croissance économique inclusive et durable. L'engagement du gouvernement, conjugué à l'appui des partenaires régionaux et internationaux, assure que le MIATO reste un événement phare dans le paysage économique et culturel de l'Afrique de l'Ouest. Cette initiative témoigne de la volonté collective de promouvoir le potentiel du Togo et de ses artisans, tout en renforçant les liens économiques et culturels entre les pays de la sous-région.

Togo

Une formation en Design Thinking au Djanta Tech Hub, les 21 et 22 février

Au Togo, le Djanta Tech Hub, basé à Lomé, accueillera une formation en Conception Centrée sur l'Humain (CCH) les 21 et 22 février 2025.

Organisées en collaboration avec le Co-Creation Hub (CcHub), ces deux sessions s'adressent à tous les acteurs du numérique et de l'innovation, des entrepreneurs aux étudiants, avec pour objectif de renforcer leurs compétences en design thinking et en idée produit. Durant ces deux ateliers interactifs, les participants découvriront notamment comment concevoir des produits non seulement innovants, mais aussi économiquement viables et alignés sur les besoins du marché. Il s'agira de leur apprendre également à mieux



comprendre et résoudre les défis spécifiques rencontrés par les utilisateurs. Ceci, à travers des méthodes pratiques et des retours d'expérience. Les deux cohortes, limitées à 50 participants chacune, seront également retransmises en ligne via Zoom pour ceux ne pouvant être présents. Pour rappel,

le Djanta Tech Hub est un centre technologique ayant pour mission d'appuyer la transformation de l'écosystème entrepreneurial du pays. Ses interventions, tournées vers les startups togolaises, se déploient dans les secteurs de la tech, de l'agritech et de l'edtech.

Avec Togo First



RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

Ministère de la Communication,
des Médias et de la Culture

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lomé, le 10 février 2025

LE TOGO BRILLAMMENT REPRESENTÉ AU FESPACO 2025

Le ministère de la communication, des médias et de la culture a le plaisir d'annoncer, à la population togolaise et à tous les amoureux du 7ème art, que six (06) productions togolaises sont en sélection officielle au prestigieux Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (FESPACO) 2025.

Ce niveau de participation jusque-là inégalé témoigne de la vitalité et de la créativité du cinéma togolais.

Les œuvres retenues dans différentes catégories de compétition sont :

1. **MIKOKO** d'Angela AQUEREBURU – Compétition Semaine de la Critique ;
2. **ANKARA, L'HÉRITAGE DES NANA BENZ** de Sitou AYITÉ – Compétition Séries ;
3. **TOILE DE PAPILLON** d'Alexandre Madina N'FALLE – Compétition Animations ;
4. **DÉCIDÉ** de Jude KOUDAYA – Compétition Films des Écoles de Cinéma ;
5. **CENT DOUZE** de Joël TCHEDRE – Compétition Perspectives ;
6. **BROKEN DRUMS** de Marcelin BOSSOU – Yennenga Postproduction.

Par ailleurs, **Dogossa BIRREGAH** a été sélectionné pour participer au Yennenga Academy, un espace d'échanges et de perfectionnement pour les talents émergents du continent.

La qualité des jeunes togolais ainsi reconnue dans le microcosme sélectif du cinéma est un motif de fierté nationale. Le ministère de la communication, des médias et de la culture reste mobilisé pour maintenir la dynamique impulsée par la Stratégie nationale de développement du cinéma et de l'audiovisuel, adoptée en décembre dernier

à Lomé, et dont la mise en œuvre se poursuit jusqu'en 2030.

Cette stratégie vise à structurer ce secteur créatif et culturel en une puissante chaîne de valeur, pourvoyeuse d'emplois et créatrice de richesses. L'accent sera mis sur le renforcement des capacités des parties prenantes et la promotion des œuvres togolaises sur la scène internationale.

Mme Yawa Kouigan, ministre de la communication, des médias et de la culture, porte-parole du gouvernement, félicite chaleureusement les réalisateurs, producteurs et techniciens dont le talent et le travail rigoureux contribuent à hisser toujours plus haut les couleurs du Togo. Consultez la sélection officielle via le lien ci-dessous : <https://bit.ly/40zKNvf>



Changement climatique

L'Afrique met en place le premier mécanisme de coopération

Le Mécanisme des bénéficiaires de l'adaptation (ABM) de la Banque africaine de développement, piloté depuis 2019 en Afrique, est devenu la première approche non fondée sur le marché enregistrée sur la Plateforme des approches non marchandes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

● Wilson Lawson

L'ABM est un mécanisme innovant de mobilisation de financements publics et privés nouveaux et supplémentaires pour renforcer les mesures d'adaptation au changement climatique. Il a le potentiel d'accélérer la transformation des pays hôtes vers des voies de développement à faible émission de carbone, résilientes au changement climatique et durables, tout en certifiant la valeur de la résilience en termes d'avantages et de coûts différentiels. Ce jalon confirme l'ABM comme un mécanisme coopératif pionnier pour l'adaptation au changement climatique dans le cadre de l'Accord de Paris. L'ABM certifie les bénéficiaires quantifiés de l'adaptation en utilisant des méthodologies rigoureuses et une vérification indépendante, fournissant des données transparentes sur les avancées en termes de résilience, les co-bénéficiaires et les financements associés. Ces informations viennent à l'appui des rapports de l'Accord de Paris, du suivi des ODD et des cadres ESG. Grâce à des accords de fourniture de bénéficiaires d'adaptation conclus avec les utilisateurs des informations générées via l'ABM, le mécanisme permet aux développeurs de projets de



monétiser les avantages certifiés et d'accéder aux marchés de capitaux, tout en rendant les coûts d'adaptation transparents. «Il est temps que le financement de l'adaptation bénéficie de mécanismes incitatifs tels que l'ABM», a déclaré Anthony Nyong, directeur du changement climatique et de la croissance verte à la Banque africaine de développement. «Exploiter de nouvelles sources de financement et engager de nouveaux acteurs grâce à l'ABM permettra d'accélérer et d'amplifier la diffusion de la myriade de technologies et de solutions d'adaptation, nouvelles comme déjà existantes, qui ne sont pas abordables autrement, en particulier pour ceux qui en ont le plus besoin.» «Je suis fier que le continent africain ait contribué à l'effort mondial de lutte contre le changement climatique grâce à la mise en œuvre d'un mécanisme aussi novateur», a-t-il souligné. «Nous appelons les donateurs et les investisseurs ayant pris des engagements en matière d'adaptation à utiliser l'ABM

pour dérisquer les investissements d'adaptation pour les développeurs de projets africains et aider à démontrer le plein potentiel de l'ABM.» L'ABM a été soumis à la CCNUCC par l'Ouganda lors de la COP 29 de Bakou en novembre 2024, avec le soutien initial du Nigéria, du Kenya, de Madagascar, du Bénin, de la Gambie et de la Guinée. Des organisations internationales, des entreprises et des agences gouvernementales ont également soutenu la démarche, notamment la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) le Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIFOR-ICRAF), la Société sénégalaise de gestion des déchets (SONAGED), SLAMDAM B.V, SaniTap, Allcot et Perspectives Climate Research GmbH. La soumission de l'ABM est disponible sur la plateforme de l'ANM à partir de ce lien (le lien est externe). L'enregistrement de l'ABM sur la plateforme de la CCNUCC a eu lieu en décembre 2024.

Start-up

La SFI propose d'investir 6 millions \$ dans Africa Seed Fund

Africa Seed Fund est géré par Flat6Labs, une société de capital-risque réputée dans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord (Mena) pour ses investissements dans des start-up en phase d'amorçage.

La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, prévoit un investissement en capital pouvant atteindre 6 millions de dollars dans Africa Seed Fund Co-opératif, un fonds d'accélération et de capital-risque basé aux Pays-Bas. Géré par Flat6Labs, il cible les entreprises en phase de pré-amorçage et d'amorçage en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est. Ce projet d'investissement comprend 5 millions de dollars des fonds propres de la SFI complétés par 1 million de dollars de Women Entrepreneurs Finance Initiative (WeFi), un programme du Groupe de la Banque mondiale visant à soutenir les



femmes entrepreneures dans les pays en développement. Le décaissement de cette enveloppe reste soumis à la validation du conseil d'administration de la SFI qui se réunira le 31 mai 2025. Les fonds aideront à renforcer le capital d'Africa Seed Fund qui cherche à lever au total, entre 85 et 100 millions de dollars pour financer des start-up en phase d'amor-

çage, principalement en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est, avec un objectif de 49% du capital investi en Egypte. L'ambition est de soutenir 160 start-up d'ici 2028. Ce partenariat promet de fournir un coup de pouce nécessaire aux start-up dans un contexte où cette catégorie d'entreprises éprouve des difficultés à trouver des financements pour le développement de ses activités. En 2024, les start-up africaines ont levé 2,2 milliards de dollars, en baisse de 25% par rapport aux 2,9 milliards de dollars récoltés en 2023, selon les données d'Africa The Big Deal.

Avec Agence Ecofin

Ghana

Le laitier Fan Milk a plus que doublé son bénéfice net en 2024

Au Ghana, Fan Milk Plc est un des principaux acteurs de poids sur le marché des produits laitiers aux côtés des multinationales telles que Nestlé, Promasidor, Freiland Campina et Arla Foods. L'entreprise clôture son exercice fiscal de 2024 dans le vert.

Au Ghana, le laitier Fan Milk a déclaré un bénéfice net de 54,2 millions de cedis (3,5 millions \$) pour le compte de son exercice fiscal de 2024 qui s'est achevé le 31 décembre dernier. Cette enveloppe représente plus du double du profit de 24 millions de cedis (1,56 million \$) réalisé un an plus tôt. Pour expliquer cette performance, l'entreprise cotée sur la Ghana Stock Exchange (GSE) met en avant l'amélioration de ses ventes de produits qui a permis d'enregistrer une hausse de 24 % d'une année sur l'autre de son chiffre d'affaires pour atteindre 683,4 millions de cedis (44,6 millions \$) en dépit d'une diminution d'environ 18 % de ses activités d'exportations. Dans son rapport financier publié sur le GSE, Fan Milk met également en avant cer-



taines initiatives qui lui ont permis de réduire les coûts opérationnels et d'améliorer sa marge brute. «L'entreprise a réussi à améliorer sa marge opérationnelle, passant de 6 % l'année précédente à 12 % en 2024. L'amélioration de la marge brute résulte d'initiatives de productivité telles que la négociation des prix des matières premières, une meilleure composition des produits, une meilleure disponibilité des produits et des promotions intelligentes visant à élargir la clientèle»,

peut-on lire dans le document. L'effet combiné de ces deux facteurs a permis de juguler la croissance des charges opérationnelles. Les coûts de ventes, les coûts de distributions, les charges administratives et les taxes ont respectivement augmenté de 12,6 %, 14,7 %, 54,3 % et 57,7 %, totalisant plus de 641,6 millions de cedis (41,9 millions \$). Pour Fan Milk, la performance réalisée en 2024, malgré la baisse des exportations, suggère un renforcement de sa position sur le marché des produits laitiers au Ghana. D'après les prévisions formulées sur la plateforme Statista, les recettes générées sur le marché ghanéen du lait devraient atteindre 650 millions \$ en 2025 et croître de 9,07 % par an jusqu'en 2029.

Avec Agence Ecofin

Mali

Une entreprise russe projetée des investissements dans le karité

En Afrique de l'Ouest, le Mali est le 2ème producteur de noix de karité après le Nigéria. Depuis l'année dernière, le gouvernement interdit les exportations de la matière première sous forme brute.

Le groupe agro-industriel russe EFKO, opérant entre autres dans le commerce et la transformation de noix de karité, a entamé une mission de prospection le 28 janvier dernier au Mali. C'est ce qu'a révélé Daniel Siméon Kelema, ministre de l'Agriculture qui a reçu une délégation de l'entreprise, selon un communiqué publié le 30 janvier. D'après le responsable, les investisseurs russes entendent collaborer avec des partenaires nationaux sur le volet achat, traitement primaire et conditionnement dans la perspective de l'implantation d'une unité de transformation de noix de karité au Mali. Pour l'heure, aucun détail n'a encore été révélé sur la nature des partenariats et le montant de l'investissement envisagé par la partie russe. Pour l'entreprise EFKO, déjà implantée au Burkina Faso et au Ghana, cette démarche devrait contribuer à renforcer ses



opérations dans le karité en Afrique de l'Ouest, principal foyer de l'offre de la matière première sur le continent. Elle intervient en outre dans un contexte où le gouvernement malien interdit, depuis le 3 octobre 2024, l'exportation d'amandes de karité en vue de les rendre disponibles pour les unités industrielles de transformation au niveau national. Alors que la capacité des unités de transformations locales à absorber la totalité de la production malienne de noix suscite depuis des interrogations, l'intérêt manifesté par EFKO pourrait ainsi contribuer à renforcer l'appareil industriel du pays

et attirer de nouveaux investissements dans le secteur. D'après les données de la FAO, le Mali a récolté plus de 218 000 tonnes de noix de karité en 2023. Pour rappel, le pays d'Afrique de l'Ouest a inauguré en 2021 sa première usine moderne de transformation de karité d'une capacité de 14 000 tonnes de beurre par an. Plus récemment, en juillet 2024, le président Assimi Goïta a inauguré un complexe agro-industriel basé à Sanankoroba abritant une unité de production de beurre de karité d'une capacité de 100 tonnes par jour.

Avec Agence Ecofin

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 10 février 2025

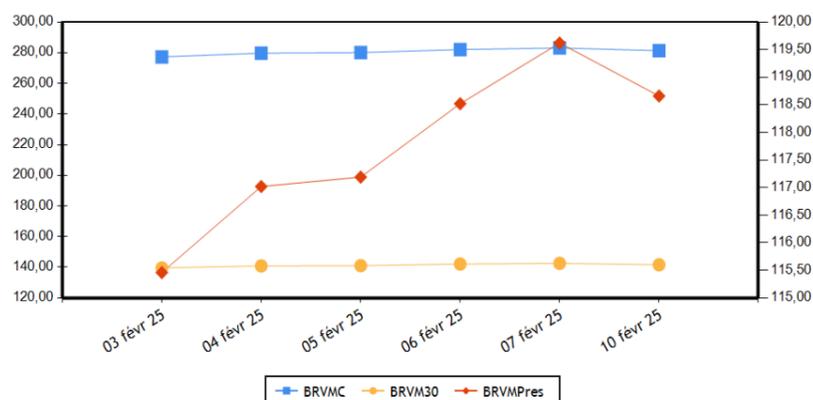
N° 28

BRVM COMPOSITE	281,33
Variation Jour	-0,61 % ↓
Variation annuelle	1,92 % ↑

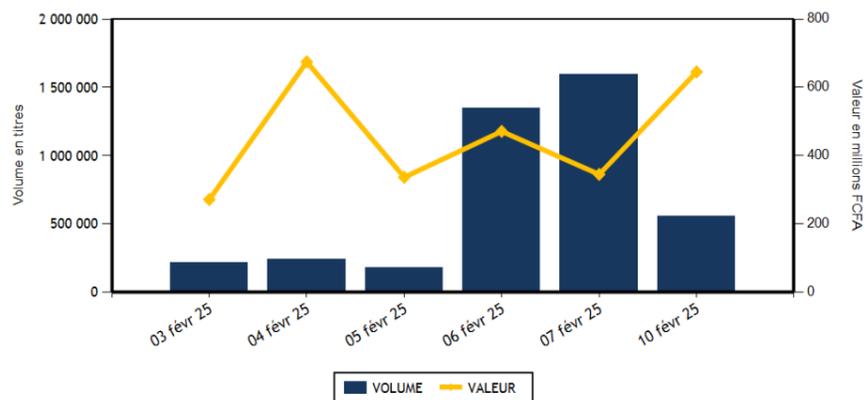
BRVM 30	141,65
Variation Jour	-0,67 % ↓
Variation annuelle	2,10 % ↑

BRVM PRESTIGE	118,66
Variation Jour	-0,80 % ↓
Variation annuelle	3,33 % ↑

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 551 905 798 445	-0,61 %
Volume échangé (Actions & Droits)	529 231	-66,83 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	352 218 811	4,00 %
Nombre de titres transigés	43	-2,27 %
Nombre de titres en hausse	15	-28,57 %
Nombre de titres en baisse	14	180,00 %
Nombre de titres inchangés	14	-22,22 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 400	6,87 %	4,48 %
SMB CI (SMBC)	7 390	3,21 %	-14,12 %
UNIWAX CI (UNXC)	400	2,56 %	-2,44 %
SITAB CI (STBC)	7 995	2,50 %	9,52 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	2 350	2,40 %	-8,74 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	118,66	-0,80 %	3,33 %	20 657	193 064 705	10,38
BRVM-PRINCIPAL	37	138,22	0,35 %	0,08 %	508 574	159 154 106	11,22

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	124,05	0,80 %	5,70 %	14 600	95 280 080	18,18
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	781,31	-1,19 %	2,27 %	8 569	77 443 940	12,23
BRVM - FINANCES	15	102,42	-0,23 %	0,66 %	483 775	110 011 746	7,05
BRVM - TRANSPORT	2	342,90	6,68 %	4,36 %	2 500	3 263 005	4,33
BRVM - AGRICULTURE	5	198,92	-0,60 %	0,94 %	11 514	48 654 865	14,09
BRVM - DISTRIBUTION	7	332,41	0,00 %	-0,86 %	7 372	14 075 670	19,29
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	691,03	-0,09 %	6,40 %	901	3 489 505	23,81

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	102,29	-1,23 %	2,29 %	4 249	66 749 575	12,28
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,20	-0,17 %	-0,80 %	5 846	9 346 690	22,38
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	100,65	-0,24 %	0,65 %	483 775	110 011 746	7,05
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	105,84	0,18 %	5,84 %	21 794	139 280 200	18,48
BRVM - INDUSTRIELS	7	104,95	3,98 %	4,95 %	5 105	6 430 660	6,71
BRVM - ENERGIE	4	98,24	0,66 %	-1,76 %	4 142	9 705 575	15,29
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	101,71	-0,05 %	1,71 %	4 320	10 694 365	10,74

Allemagne

Record de l'excédent commercial avec les Etats-Unis

Positive pour l'économie allemande, cette donnée fait craindre une réaction négative de Donald Trump. Ce dernier a menacé d'imposer des droits de douane à l'UE, en raison du déficit commercial des États-Unis avec les pays européens.

L'Allemagne a dégagé un excédent commercial record avec les États-Unis l'an dernier, à 71,4 milliards d'euros, selon des données publiées ce vendredi 7 février. Les États-Unis sont aussi redevenus le premier partenaire commercial de l'Allemagne, avec un total de 255,4 milliards d'euros de biens échangés en 2024, détrônant la Chine qui occupait cette position depuis 2016, selon les données de l'Office statistique Destatis, agrégées par l'AFP.

163,4 milliards d'euros

Les entreprises allemandes ont exporté en 2024 pour 163,4 milliards d'euros de biens vers la première économie mondiale, selon des données corrigées des variations saisonnières. Ce montant représente environ 10,5 % de l'ensemble des exportations allemandes, qui ont totalisé 1 559,7 milliards d'euros, en



repli de 1 % sur un an, dans une économie engluée dans une sévère crise industrielle.

Le commerce extérieur allemand au ralenti

Traditionnel pilier de l'économie allemande, le commerce extérieur a tourné au ralenti l'an dernier, à l'image de l'activité du pays qui souffre d'une crise multiforme, entre coûts élevés de l'énergie, faible demande et concurrence chinoise. Selon Destatis, les importations ont reculé sur l'année de 2,8 %, à 1 318,5 milliards d'euros, faisant que la balance commerciale affiche un solde

positif de 241,2 milliards d'euros. Sur le seul mois de décembre, les exportations allemandes ont augmenté de 2,9 % et les importations de 2,1 % par rapport à novembre, a indiqué l'institut statistique ce vendredi. Un rebond qui ne masque pas la contre-performance annuelle. La crise industrielle en Allemagne a encore frappé en décembre, avec une diminution de 2,4 % de la production en décembre sur un an, revenant à son niveau le plus bas depuis mai 2020. Sur l'ensemble de l'année, le recul est de 4,5 %, a précisé Destatis dans un communiqué séparé.

(Avec AFP)

Russie

Malgré les sanctions, le PIB résiste encore

L'industrie de la défense et de la sécurité tire largement le PIB russe. Mais l'année 2025 pourrait être plus difficile, en raison d'une croissance en berne et de l'inflation persistante.

La croissance du PIB russe a atteint 4,1 % en 2024, a annoncé le Premier ministre Mikhaïl Michouline, ce vendredi 7 février, vantant les mérites de cette expansion, portée par les dépenses militaires. « Cela dépasse les attentes », a assuré le Premier ministre russe, lors d'une réunion avec Vladimir Poutine diffusée par le Kremlin. Les années 2023 et 2024 marquent ainsi les croissances les plus hautes depuis 2021, et le rebond d'activité post Covid-19. « Cela est dû avant tout à la croissance intensive de l'industrie manufacturière », a ajouté Mikhaïl Michouline en commentant ces résultats. Il a par ailleurs affirmé que la croissance du PIB en 2023 avait été revue à la hausse, de 3,6 % à 4,1 % également. Pour mémoire, l'année 2022 avait été marquée par une récession du fait de l'assaut contre l'Ukraine. Depuis près de trois ans, l'effort de guerre est devenu le principal moteur de l'économie russe, devenue très dépendante aux investissements liés au complexe militaro-industriel.



Pour preuve, en 2024 le budget russe pour la défense et de la sécurité s'élève à environ 8,7 % du PIB, selon le président Vladimir Poutine.

L'ombre de l'inflation

Vendredi, Vladimir Poutine a salué ces résultats officiels, tout en ordonnant à son Premier ministre de mettre les bouchées doubles pour réduire l'inflation. « L'objectif pour l'année en cours est d'avoir une trajectoire de croissance plus équilibrée et d'obtenir une baisse de l'inflation », a insisté le chef de l'État. Mikhaïl Michouline a répondu qu'il était « tout à fait clair que le principal défi est l'inflation ». L'augmentation des prix du beurre et de l'huile de tournesol avait fait à l'automne les gros titres de la presse russe, rappelant le mécontentement provoqué

en 2023 par l'explosion du prix des œufs. Le prix du beurre a ainsi augmenté de 36 % en 2024, selon l'agence statistique publique Rosstat, tandis qu'en moyenne les prix alimentaires ont connu une hausse de 11 % sur l'année. En décembre, le président russe a reconnu que cette hausse rapide des prix était un « signal inquiétant ».

Un ralentissement brutal en 2025 ?

Malgré l'enthousiasme affiché des dirigeants russes, des responsables et analystes s'attendent à un ralentissement économique brutal en 2025. Une étude d'experts de la banque centrale russe (BCR), publiée cette semaine, anticipe une croissance autour de 1,6 % cette année. Les sanctions occidentales avaient fait craindre de graves répercussions pour l'économie russe, qui, depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, s'était largement appuyée sur les rentrées budgétaires issues de la vente des hydrocarbures et une ouverture vers le marché européen. En représailles à l'assaut contre l'Ukraine, les Européens ont tourné le dos au gaz russe.

(Avec AFP)

IA

Les Émirats vont construire un data center géant en France

D'une puissance pouvant aller jusqu'à un gigawatt, ce data center construit par les Émirats arabes unis fera partie d'un « campus » axé sur l'IA, le plus grand en Europe, fait valoir l'Élysée.

Abu Dhabi va construire un data center géant en France, a annoncé l'Élysée jeudi 6 février, au premier jour d'un sommet mondial sur l'intelligence artificielle (IA) à Paris. Ce data center d'une puissance pouvant aller jusqu'à un gigawatt fera partie d'un « campus » axé sur l'IA, le plus grand en Europe, selon l'Élysée. Cela représente « de 30 à 50 milliards d'euros » d'investissements, dans le cadre d'un accord de partenariat signé en présence d'Emmanuel Macron et de son homologue émirati Mohamed ben Zayed Al-Nahyane. Ce campus sera développé par « un consortium de champions franco-émiratis », notamment par le fonds d'investissement MGX, adossé aux Émirats arabes unis. Sa localisation doit encore être décidée. Selon un communiqué conjoint franco-émirati, « une annonce sur la première tranche d'investissement sera faite lors du Sommet Choose France 2025 », le rendez-vous annuel institué par Emmanuel Macron pour vanter l'attractivité du pays, prévu en mai.

35 sites « prêts à l'emploi »

Il s'agit du premier grand investissement annoncé à l'occasion du sommet sur l'IA prévu jusqu'à mardi à Paris, à l'occasion duquel la France et l'Europe veulent se poser en



puissances compétitives face aux États-Unis et à la Chine. La ministre française chargée de l'IA, Clara Chappaz, avait annoncé jeudi matin que 35 sites étaient « prêts à l'emploi » pour accueillir de nouveaux centres de données sur le territoire national. Ils occuperont quelque 1 200 hectares et leur localisation sera dévoilée en début de semaine prochaine. Le sommet, coprésidé avec l'Inde et qui se tient jusqu'au 11 février, a débuté à l'école d'ingénieurs Polytechnique avec deux journées de tables rondes. Les rencontres se poursuivront samedi et dimanche, consacrées à l'IA dans la culture. Le chef de l'État français donnera une interview à France 2 et au média indien Firstpost dimanche, « dans la foulée du journal de 20 heures ». Avant les échanges diplomatiques lundi et mardi, qui devraient aboutir à « une déclaration de volonté de progrès partagée », selon l'envoyée spéciale du président de la République pour le sommet, Anne Bouverot. La participation

d'une certaine de pays est annoncée, avec le vice-président américain J.D. Vance, le vice-Premier ministre chinois Zhang Guoqing, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le chancelier allemand Olaf Scholz. L'incertitude persiste quant à la présence d'Elon Musk et de Liang Wenfeng, fondateur de la dernière start-up en vue, la chinoise DeepSeek, avec lequel l'Élysée est en « discussions ». Un « business day » sera aussi organisé mardi à Station F, l'incubateur de start-up fondé par le milliardaire français Xavier Niel, lui-même acteur de la tech. « La chose la plus importante que je voudrais voir ressortir de ce sommet, c'est s'assurer que les plateformes d'intelligence artificielle qui seront largement utilisées dans le futur seront en source ouverte » (« open source »), a affirmé à l'AFP le Français Yann LeCun, à la tête du laboratoire de recherche en IA de Meta, sur le campus de Polytechnique

(Avec AFP)

Systemes de paiements du Trésor

Musk bloqué par la justice

Saisi par 19 Etats, le juge Engelmayer a ordonné au milliardaire proche du président Trump ainsi qu'à ses collaborateurs à la commission à l'efficacité gouvernementale de « détruire immédiatement toutes les copies du matériel téléchargé ».

Alors que des collaborateurs d'Elon Musk avaient pris, il y a quelques jours, le contrôle du système de paiements du Trésor américain, un juge fédéral vient de leur en bloquer l'accès. « La seule façon d'arrêter la fraude et le gaspillage de l'argent des contribuables est de pouvoir suivre les flux de paiement et de bloquer les transactions suspectes pour les examinés », avait justifié, sur X (ex-Twitter), le milliardaire proche de Donald Trump. Une initiative que les élus démocrates avaient aussitôt qualifiée d'extrêmement dangereuse et sur laquelle le juge Engelmayer vient de statuer dans le cadre d'une ordonnance de référé. La commission à l'efficacité gouvernementale, « tous les agents

spéciaux du gouvernement » ainsi que « tous les employés gouvernementaux détachés par une agence extérieurs au Trésor » sont désormais interdits d'accès à ces données.

Un « préjudice irréparable »

En vigueur jusqu'à une audience prévue le 14 février, cette ordonnance stipule également que toute personne ayant accédé aux données des archives du ministère des Finances depuis l'investiture de Donald Trump le 20 janvier doit « détruire immédiatement toutes les copies du matériel téléchargé ». Cette décision fait suite à un signalement de procureurs de 19 Etats, estimant que la nouvelle administration avait

violé la loi en élargissant l'accès aux données sensibles du Trésor. « Ces Etats subiraient un préjudice irréparable en l'absence de mesures injonctives », leur a donné raison le juge Engelmayer dans son ordonnance. « C'est dû à la fois au risque que présente la nouvelle politique de divulgation d'informations sensibles et confidentielles ainsi qu'au risque accru que les systèmes en question soient plus vulnérables qu'auparavant aux piratages », a-t-il ajouté. Cette prise de contrôle par Elon Musk et les membres de la commission à l'efficacité gouvernementale avait aussi été contestée par des syndicats et des groupes de défense des droits humains.

(Avec AFP)

Faim zéro

La FAO garantit la transparence et la qualité de la mesure des indicateurs de l'ODD 2

Rome – L'époque actuelle est marquée par l'escalade des conflits, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes, ainsi que par de profonds chocs économiques qui poussent les populations à migrer pour fuir des conditions difficiles.



Dans ce contexte, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) réaffirme son engagement indéfectible, inscrit dans sa Constitution, à collecter, analyser, interpréter et diffuser des informations sur la nutrition, la sécurité alimentaire et l'agriculture. Le travail de la FAO dans ce domaine a depuis été reconnu par les gouvernements et de nombreuses autres parties prenantes pour sa neutralité, sa fiabilité et sa rigueur.

Ce travail a commencé en 1946 avec la première Enquête mondiale sur l'alimentation et s'est poursuivi jusqu'en 1996, lorsque 192 pays au Sommet mondial de l'alimentation ont reconnu les statistiques de la FAO sur la faim comme une référence mondiale. De 1999 à 2015, l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation (PoU) de la FAO a servi de référence mondiale pour suivre les progrès vers le premier Objectif du Millénaire pour le développement : éradiquer la faim. En 1999

également, la FAO a été chargée par ses pays membres de publier le rapport annuel sur l'État de l'insécurité alimentaire dans le monde (SOFI).

En 2015, avec l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la FAO a de nouveau été reconnue comme une organisation neutre, réputée et digne de confiance, chargée de surveiller les aspects clés du Programme, notamment la sécurité alimentaire.

En réponse, la FAO a collabo-

ré avec quatre autres agences des Nations Unies (PAM, UNICEF, OMS et FIDA) pour continuer à produire des données actuelles, fiables et pertinentes par le biais du SOFI annuel, rebaptisé État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. La FAO utilise des méthodes statistiques rigoureuses pour générer des données sur la sécurité alimentaire, en particulier l'indicateur de prévalence de la sous-alimentation (PoU). Ces méthodes ont fait l'objet d'un examen approfondi, d'un examen par les pairs et d'une évaluation par des experts mondiaux de premier plan.

La méthodologie PoU a été officiellement approuvée par les pays membres de la Commission de statistique des Nations Unies en mars 2017, approuvée par le Conseil économique et social (ECOSOC) en juin 2017 et finalement adoptée par l'Assemblée générale des Nations

Unies en juillet 2017 dans le cadre du cadre d'indicateurs des ODD. Les données utilisées dans ces estimations, notamment sur la disponibilité alimentaire, sont demandées et reçues des autorités nationales de chaque pays membre. Lorsque les données nationales ne sont pas disponibles, la FAO utilise des processus statistiques rigoureux et transparents pour obtenir des estimations en utilisant les meilleures sources disponibles.

La FAO veille à ce que ses sources de données et ses méthodologies soient largement documentées et accessibles au public. En outre, l'Organisation collabore étroitement avec les autorités nationales pour clarifier les processus et méthodologies statistiques de manière très transparente. La FAO mène également de vastes programmes de renforcement des capacités pour renforcer les compétences institutionnelles et techniques des pays

membres, en encourageant le calcul d'indicateurs au niveau national et de statistiques pertinentes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

La FAO adhère aux normes professionnelles les plus élevées en matière de collecte, d'analyse et de diffusion des données, conformément aux Principes régissant les activités statistiques internationales. L'Organisation suit les stratégies et les priorités définies par les pays membres, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, au Programme d'action d'Accra et aux Déclarations de Dakar et de Busan. En outre, la FAO encourage l'adoption de normes statistiques internationales élaborées en étroite consultation avec les autorités statistiques nationales.

HOROSCOPE finance

Bélier Certains déplacements s'avéreront rentables aujourd'hui et vous ne pourriez-vous y soustraire sans un manque à gagner. Hélas, les sorties tardives et les voyages d'affaires pourront éveiller les soupçons de votre conjoint ou partenaire et amener de vifs reproches. Pour arrondir les angles, rapportez-lui un cadeau, même de prix, et jurez-lui copieusement votre infaillible fidélité.

Taureau Dans le domaine financier, il s'agira de ne pas laisser dormir des valeurs, mais d'adopter une attitude active, en se débarrassant de certains actifs qui pourraient périlcliter.

Gémeaux Plus que jamais vous serez tenté de gérer vos finances à coups d'inspiration. Mercure en sera partiellement responsable, il faut bien le reconnaître. Il vous faudra beaucoup de maîtrise de vous-même pour résister à vos impulsions déraisonnables, pour ne pas jeter votre argent par la fenêtre.

Cancer Vous continuerez à mener grand train et à faire des dépenses extravagantes comme si la fête n'était jamais terminée. Pensez à vérifier l'état de votre compte en banque ; voilà une précaution qui s'impose.

Lion Contrats et achats seront bien protégés s'ils concernent des biens immobiliers. Mercure pourra vous faire découvrir l'endroit où abriter vos rêves. Réfléchissez bien avant de vous engager.

Vierge De bons impacts célestes favoriseront les opérations financières. Profitez-en pour réorganiser vos placements ou pour commencer à capitaliser une part de vos économies. Attention cependant à l'impact de Neptune : vérifiez la validité de vos choix et de vos décisions. Pour quelques natifs, un coup de chance financier est carrément possible.

Balance Cela ne va pas vous plaire, mais vous serez obligé cette fois de renoncer à certaines fantaisies coûteuses. Mieux vaudra placer votre argent que le dépenser en gadgets très vite inutiles.

Scorpion L'influence conjuguée de Mars et de Jupiter peut se révéler problématique. Ces deux planètes ont pour conséquence de développer l'insouciance et le besoin de consommer, tout en fragilisant les placements et investissements. A vous, maintenant que vous êtes prévenu, de réfréner vos impulsions dépen-sières !

Capricorne Vous ne pourrez pas vous permettre de fantaisie dans la gestion de vos biens matériels. Il faudra de la rigueur, sinon de mauvaises surprises surgiront, au moment le plus inattendu qui soit.

Sagittaire Votre chance en argent sera excellente ce jour : avancement ou gains aux jeux en perspective. Il ne vous sera nullement impossible de gagner gros. Mais tout de même, ne dépensez pas l'argent qui ne serait pas encore bel et bien entré dans votre bourse ! Consultez votre nombre de chance.

Verseau Sur le plan financier, une mauvaise surprise est possible. Cette configuration désagréable de Saturne pourra perturber votre équilibre : ne prenez aucun risque. Si vous envisagez une opération financière importante, mieux vaudrait la remettre à plus tard. Evitez également de toucher à vos placements.

Poisson Mercure en aspect dysharmonique sèmera la pagaille. Dans l'hypothèse très probable où vos dépenses seraient bien supérieures à vos ressources, de deux choses l'une : soit vous ferez l'effort de vous priver ; soit vous plongerez dans le rouge et là, attention aux fâcheuses conséquences !

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télessou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Le Département des Services Administratifs
et Financiers (DSAF)

AVIS N°01/2025/AMI/DACM/UEMOA

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LA SELECTION D'UN CABINET
DE CONSULTANTS EN VUE DE L'ALIGNEMENT DE LA GESTION DES
RESSOURCES HUMAINES AU PLAN STRATEGIQUE « IMPACT 2030 » DE
LA COMMISSION DE L'UEMOA

Dans le cadre de l'exécution de son budget exercice 2025, la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine envisage la réalisation d'une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA.

Trente (30) ans après sa création, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) est unanimement reconnue comme un modèle d'intégration en Afrique. Des fondements clés de l'intégration sont en place (monnaie commune, pacte de convergence, tarif extérieur commun, libre circulation et droit d'établissement). Cependant, face à de nouveaux défis (emplois des jeunes, crises sécuritaires, sanitaires et sociales), la Commission, Organe exécutif de l'UEMOA, doit constamment se remettre en question et se projeter sur l'avenir.

Dans ce contexte, la Commission de l'UEMOA a pris l'initiative de la formulation d'une Vision et d'un nouveau Plan Stratégique.

En croisant deux (02) déterminants majeurs de l'avenir de l'Union, l'engagement communautaire des États membres d'une part, et le niveau de transformation structurelle des économies de l'Union d'autre part, quatre (4) scénarii ont été envisagés pour l'Union à l'horizon 2040. Il s'agit de :

- le délasement des lianes ;
- le fil du rasoir ;
- le vol des grues couronnées ;
- l'aigle majestueux.

La Commission de l'UEMOA, engagée pour l'horizon 2040 en faveur du scénario 3 : « le Vol des grues couronnées », pour lequel elle dispose des leviers d'action les plus directs et qui constituera une étape vers le scénario 4.

La vision qui lui est associée est déclinée comme suit : « L'UEMOA sera en 2040, un espace durablement paisible et prospère, dotée d'institutions fortes, catalyseur de l'intégration en Afrique de l'Ouest, ouvert sur l'Afrique, avec une position stratégique consolidée dans le monde ».

Dans cette vision, la Commission de l'UEMOA a adopté un Plan Stratégique 2030 conçu en cinq (05) axes qui se déclinent en onze (11) Programmes.

- Un (01) axe central avec trois (03) Programmes sectoriels, pour développer les écosystèmes de production qui seront le socle et les moteurs de croissance d'une UEMOA compétitive en 2040 ;
- Trois (03) axes supports pour appuyer le développement de ces écosystèmes : un axe « Infrastructures » (3 Programmes), un axe « Développement humain et citoyenneté » (1 Programme) et un axe « Fondements de l'intégration » (3 Programmes) et ;
- Un axe « Gouvernance institutionnelle ».

Au titre de ce dernier axe, la Commission devra se réformer dans le cadre d'un Plan de transformation de vingt-quatre (24) mois qui l'aidera à mettre à niveau son système d'information, à dynamiser sa gestion des ressources humaines (RH), à fluidifier son fonctionnement et à se repositionner comme le chef d'orchestre de politiques régionales à fort impact, impliquant étroitement le secteur privé régional.

De façon plus spécifique, la fonction « ressources humaines » devra mettre en œuvre les actions relatives à l'évolution de la politique de recrutement, de la politique de gestion des carrières, de la gestion de la performance (implémentation des contrats de performance des structures et réforme du cadre d'évaluation et système de rémunération). Elle doit en outre gérer le changement (ateliers, séminaires, cadre de travail, etc.), mettre à niveau le référentiel Ressources Humaines (fiche de poste, fichier de personnel...), mettre en place un plan de formation adapté aux collaborateurs et en lien avec les nouvelles orientations du Plan Stratégique et prendre des initiatives de renforcement de la cohésion interne (séminaires, team-building, etc.).

Pour mener à bien ces actions, la Commission envisage de sélectionner un cabinet de consultants spécialisés en Gestion des Ressources Humaines pour l'appuyer dans d'alignement de la gestion des Ressources Humaines au Plan Stratégique.

OBJECTIFS DE LA MISSION

✓ Objectif général

L'objectif général de la mission est d'aligner la gestion des ressources humaines avec le Plan Stratégique "Impact 2030" de la Commission de l'UEMOA, en assurant une adéquation optimale entre les compétences et les besoins futurs de l'organisation, afin de garantir l'atteinte des objectifs fixés dans le Plan Stratégique.

✓ Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques visés sont les suivants :

- Mettre à jour les référentiels métiers, emplois et postes, ainsi que leurs différentes fiches et le référentiel des compétences, en lien avec le plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Proposer un plan d'action détaillé des politiques et procédures en matière de gestion des ressources humaines afin de contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique Impact 2030 de la Commission de l'UEMOA ;
 - Accompagner la Commission dans la mise en œuvre du plan de gestion du changement.
1. En vue de la constitution d'une liste restreinte et pour une demande de proposition ultérieure, le Président de la Commission de l'UEMOA invite les cabinets d'études à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus.
 2. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.
 3. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à la Commission de l'UEMOA notamment le Règlement d'exécution n° 001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des organes de l'UEMOA des marchés des Organes de l'UEMOA.
 4. Les expressions d'intérêt en langue française portant la mention « Manifestations d'intérêt relative au recrutement d'un cabinet de consultant pour une étude relative à l'alignement de la gestion des ressources humaines au Plan Stratégique « IMPACT 2030 » de la Commission de l'UEMOA » doivent parvenir au plus tard le **mardi 04 mars 2025 à 9 heures 30 mn**, sous pli fermé en un original et deux (02) copies à l'adresse suivante :

Commission de l'UEMOA

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 Ouagadougou 01, Burkina Faso
Tél. : (226) 50 31 88 73 à 76 - Fax : (226) 50 31 88 72

L'ouverture des plis aura lieu le même jour au siège de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessus.

1. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Expérience générale du Consultant »	30
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60
3- Connaissance de la région (pays de l'UEMOA)	10
Total des points	100

2. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux :

M. Brice SIB, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 71, Email : bsib@uemoa.int
M. Ouboté TCHAPO, Tél : 25 31 88 73 à 76 poste 88 92, Email : otchapo@uemoa.int

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet

Lassana FOFANA



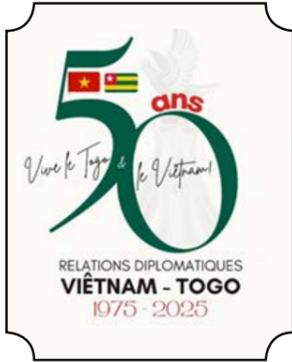
Togo-Vietnam

50 ans de relations diplomatiques

Le 08 février 2025 marque le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République togolaise et la République socialiste du Vietnam.

● **Wilson Lawson**

Depuis l'officialisation de leurs relations diplomatiques en 1975, le Togo et le Vietnam ont su bâtir, au fil des décennies, un partenariat solide et durable, fondé sur une amitié sincère, une coopération mutuellement bénéfique et une convergence de vues sur de nombreuses questions d'intérêt commun, tant au niveau bilatéral que multilatéral. La coopération bilatérale entre les deux pays a atteint un niveau d'excellence, couvrant des secteurs stratégiques et porteurs tels que l'agriculture, l'économie, le commerce, l'investissement, la culture, l'éducation, la science et la technologie, ainsi que les échanges entre les peuples. Ces dernières années, elle a connu un nouvel élan, marqué par une dynamique renforcée et une diversification accrue, grâce à



la volonté affirmée de Leurs Excellences Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise, et Luong CUONG, Président de la République socialiste du Vietnam. Sur la scène internationale, la coopération entre le Togo et le Vietnam s'est illustrée par une convergence de vue sur les grands défis mondiaux et par un soutien mutuel de leurs positions et candidatures au sein des instances multilatérales. Forts d'un demi-siècle de relations diplomatiques fructueuses et d'une coopération straté-

gique, le Togo et le Vietnam réitérent leur engagement à approfondir leur partenariat en favorisant davantage la solidarité, le dialogue politique, la médiation, ainsi que le respect et la compréhension mutuels. Les deux pays soulignent l'importance capitale de leur coopération et saluent son évolution prometteuse ainsi que les perspectives encourageantes qui s'ouvrent à eux. Convaincus du potentiel de ce partenariat, ils s'engagent à le renforcer dans des domaines spécifiques et stratégiques, afin de répondre aux aspirations légitimes de leurs peuples en matière de progrès socio-économique. Dans cette perspective et afin de donner tout son éclat à ce jubilé d'or, la République togolaise et la République socialiste du Vietnam ont décidé d'organiser, tout au long de l'année 2025, une série de manifestations célébrant les cinquante ans d'amitié et de coopération qui les unissent.

Ligue des Champions

L'UEFA réfléchirait à une suppression des prolongations en Coupe d'Europe

Vers une révolution dans les Coupes d'Europe ?

Alors que de plus en plus d'acteurs du football se plaignent de calendriers surchargés, The Guardian nous informe que l'UEFA réfléchirait à une suppression des prolongations en compétitions européennes, afin de raccourcir la durée des matchs. Au coup de sifflet final, les deux équipes passeraient directement à la séance de tirs au but. Le média britannique précise toutefois que cette question n'a été abordée que de façon informelle par l'instance, sans proposition officielle. Une suppression des prolongations pourrait avoir des avantages pour les clubs



les plus modestes, surtout lorsqu'ils affrontent un mastodonte ayant davantage de moyens et bénéficiant donc d'un banc de touche plus fourni. Pour les diffuseurs, cela éviterait aussi de chambouler les grilles TV lorsque les parties demandent 30 mi-

nutes supplémentaires pour donner leur verdict. Cependant, il est peu probable que l'UEFA tente réellement de mettre cette mesure en place avant 2027, fin de l'actuel cycle de droits télévisés.

Avec footmercato.net

Sotouboua

Le district sanitaire note une amélioration des indicateurs clés en 2024

Le district sanitaire de la préfecture de Sotouboua a organisé, les 7 et 8 février dans la localité, une revue annuelle de performance des activités sanitaires de l'année 2024. Il est noté une amélioration sur plusieurs indicateurs clés.

Les participants ont suivi des présentations sur les performances des activités sanitaires réalisées, identifié les forces et les faiblesses et formulé des recommandations pour une amélioration totale de la couverture sanitaire en 2025. Les présentations révèlent qu'en 2024, sur 50 indicateurs de performance du Programme national de développement sanitaire (PNDS), 31 sont réalisés soit un taux de 62% par rapport à 72% en 2023. Pour l'approche qualité, le taux de réalisation est de 100% dans toutes les formations sanitaires. S'agissant de la couverture en besoin de personnel de santé, les recrutements ont permis d'atteindre une couverture de 81% par rapport à une prévision de 59%. La disponibilité des médicaments traceurs, ont connu une réalisation de 71% pour 66,2% de prévisions. 100% de femmes enceintes ont bénéficié de la subvention liée à la césarienne, tandis que le taux d'accouchement assisté par un personnel qualifié est de 83% pour un objec-



tif de 78%. Les priorités pour l'année 2025 sont, entre autres, l'amélioration de l'approche qualité des structures sanitaires, la riposte aux épidémies et une meilleure prise en charge des urgences sanitaires. Le représentant du directeur régional de la santé du centre, Dr Ouro-Agouda Moutawakilou et le directeur préfectoral de la santé de Sotouboua, Dr Agbémadon Kokou Eliké ont félicité tous les acteurs pour le travail abattu dans l'intérêt de la santé de la population. Ils les ont conviés à conjuguer les efforts afin d'adopter toutes les mesures préventives de lutte contre les maladies à potentielle épidémiques susceptibles de freiner le développement sanitaire. Ils ont également encouragé les acteurs à redoubler d'efforts

afin d'améliorer la qualité des prestations de soins, à travers le respect des normes sanitaires et des supervisions internes et externes. Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi a affirmé que la santé n'a pas de prix, soulignant que c'est pour cette raison que le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé s'efforce, dans son programme de développement, de rapprocher les centres de santé de la population togolaise et de doter ces centres de produits et matériels de qualité. Il a exhorté tous les acteurs à poursuivre le travail de qualité, le bon accueil des patients, la bonne gestion du matériel de travail et à sécuriser les domaines des structures sanitaires afin de prévenir les éventuels conflits fonciers dans le futur. Avec ATOP/BTP/MEK/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Source : Constrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Produits échangés			
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020		2,2 Mds USD de produits importés en 2020	
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	5,0	Energie électrique	5,2
Phosphates de calcium et phosphates aminocalciques, naturels et crâles phosphatés	4,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...)	5,2
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	4,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'esthétique ou les soins de la peau (autres que les médicaments) —	4,3	Polyères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4
Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car	4,2	Motocycles — y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side-car, side-car	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	4,1	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux —	3,2
Coton, non cardé ni peigné	4,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées	3,2
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux —	3,9	Riz	2,7
Porcelaine, faïence, soufre, etc.	3,8	Véhicules automobiles pour le transport	2,5

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmonies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN